



PARTICIPATION A L'ATELIER DE RESTITUTION DE LA PHASE EXPLORATIVE DU PROGRAMME « CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE SECURITAIRE »

BANJUL, LES 13 ET 14 AVRIL 2019

Rapport de Mission

Le Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs Afrique / Diasporas (LASPAD) a bien voulu inviter le Réseau Africain du Secteur de la Sécurité à prendre part à l'atelier de restitution de la phase exploratoire du programme « Contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire ». L'atelier s'est tenu à Banjul, en Gambie, les 13 et 14 Avril 2019. La Présidente de l'ASSN, Dr. Niagalé Bagayoko a demandé au Dr Raphael Ouattara de représenter le réseau. Le présent rapport vise à donner une idée de la problématique de la recherche-action, de la méthodologie utilisée, des résultats préliminaires et de l'objectif à terme du programme et de la présente rencontre.



© LASPAD, CCAPS, atelier de Banjul, 13-14 avril 2019

1- Problématique du programme

Les réseaux WANEP de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Sénégal ainsi que leurs partenaires se sont retrouvés à Dakar du 20 au 21 mars 2018, avec le soutien du Bureau Paix et Sécurité Centre de Compétence Subsaharienne de la Fondation Friedrich Ebert (FES-PSCC), pour identifier les défis sécuritaires communs auxquels ces trois pays faisaient face.

1-1 Les défis sécuritaires communs

Cet exercice de **diagnostic** s'était fait autour des thématiques suivantes :

- Radicalisme / Extrémisme violent – Terrorisme
- Démocratie et bonne gouvernance
- Crimes environnementaux
- Crimes organisés et trafics de tous genres

Ce premier atelier avait fait ressortir quelques résultats-clés brillamment exposés par la Pr. Mame Penda BA, Directrice du LASPAD et par le PR. Rachid Id Yassine coordonnateur du LAPSAD, tous les deux de l'Université Gaston Berger. Ces résultats apparaissent plus comme des hypothèses de travail.

1-2 Résultats ou hypothèses de travail

- l'approche sécuritaire stato--centrée ne peut à elle seule régler les vulnérabilités auxquelles sont confrontés les pays ouest-africains et qu'il faut nécessairement répondre aux demandes réelles et légitimes des citoyens pour réaliser le projet de l'Agenda 2063, celui d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique » ;
- une acception extensive de la notion de sécurité, entendue comme **sécurité humaine globale** devait être privilégiée ;
- les menaces à la sécurité humaine se renforcent mutuellement car elles sont liées par un effet d'entraînement, et peuvent s'étendre à une région plus large et avoir des impacts négatifs pour la sécurité régionale et internationale ;
- par ailleurs, si la démocratie formelle (notamment électorale autour des droits civils et politiques, des partis politiques et des organes de gestion des élections) semble s'être routinisée dans la région depuis les années 1990, en revanche l'effectivité et la justiciabilité des droits socioéconomiques et culturels, ainsi que les performances des États dans l'accès et la fourniture de services publics de base demeurent encore fort médiocres ;
- il existe un lien fort entre prise en charge des droits humains, sécurité et développement. Les rapports entre ces trois dimensions ont été documentés par les organisations internationales tout comme par les experts et les acteurs de terrain. On sait aujourd'hui que les violations massives des droits humains et les menaces sécuritaires se traduisent souvent

par des conflits, qui non seulement effacent des années de développement mais font aussi le lit d'une fragilité politique durable.

WANEP et FES-PSCC ont décidé de poursuivre la réflexion avec le Laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoirs Afrique / Diasporas (LASPAD) : dès lors, l'option a été prise de mettre l'accent sur l'une des recommandations-phares faites par les participants, à savoir **le renforcement de la dimension citoyenne de la gouvernance du secteur sécuritaire.**

1-3 Le problème de recherche

La contribution majeure du LASPAD semble consister à poser que **le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire est un levier important à partir duquel une réponse holistique peut être apportée pour faire face aux insécurités.** Ce contrôle citoyen commande que même si l'Etat est le premier responsable de la sécurité de ses populations, la participation d'acteurs non étatiques, les organisations internationales et régionales, les OSC et le secteur privé ont un rôle central pour que l'action publique sécuritaire soit efficace.

Il ressort donc que le LASPAD travaille à trouver par **quels méthodes et outils intégrer les populations et les OSCs dans la gestion de la sécurité publique ?** Comment aborder l'action publique sécuritaire – qui est diverse – de sorte à éviter les réponses isolées et fragmentées ? Autrement dit, **quelle réponse coopérative et multisectorielle pourrait mettre en commun les agendas des acteurs de la sécurité, du développement et des droits de la personne » ?**

2 – Méthodologie de la recherche

Pour LASPAD, « les réponses aux questions ci-dessus demandent des expertises et savoirs multiples notamment une connaissance fine des contextes politiques et socio-économiques des trois pays ainsi que leurs dynamiques sociales, une maîtrise des stratégies internationales, régionales et nationales en matière de sécurité, une compréhension des enjeux que véhiculent les concepts de sécurité humaine / globale / biosécurité, etc... » C'est donc sous cet objectif que « le Bureau Paix et Sécurité Centre de Compétence Subsaharienne de la Fondation Friedrich Ebert (FES-PSCC), WANEP Sénégal et le LASPAD ont opté pour la construction interdisciplinaire et plurielle d'une réponse qui va s'articuler autour du contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire (CCAPS) dans la région sénégalaise ».

Pour élaborer cette réponse, les 12 et 13 novembre 2018 s'est donc tenu à Dakar, un second atelier dédié à concevoir cette recherche-action dans les trois pays du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée-Bissau. L'objectif de cette rencontre organisée à Dakar était de constituer un groupe d'experts chargés de produire un programme de recherche pertinent, utile et innovant centré autour du contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire dans la région sénégalaise.

Cet atelier d'élaboration du programme CCAPS a permis de valider les intentions de ce projet de recherche-action et son contexte d'intervention, à savoir l'élaboration et la mise en œuvre d'un dispositif de production, d'interprétation, de diffusion et d'implémentation de données évaluatives (a) de l'action publique sécuritaire (b), issues de la société civile (citoyens et OSC) (c) de ces trois pays : Sénégal, Gambie et Guinée-Bissau.

Ce dispositif cherchera à saisir et promouvoir de façon objective, mesurable et périodique « ce que disent » les sociétés civiles de la qualité de l'environnement et des interventions sécuritaires. L'enquête exploratoire (d) devait permettre de recueillir les premières données sur les menaces et facteurs d'insécurité dans le cadre de la création d'une base de données cartographiées.

Ce second atelier de Dakar a ainsi permis de définir les orientations qui ont guidé l'élaboration du dispositif pilote mise en oeuvre au cours de la phase exploratoire du programme.

Le LASPAD a développé un questionnaire qui a été administré à environ 1500 personnes en tenant compte du sexe – hommes et femmes en proportion presque égale – et l'âge des interviewés. Les échantillons ont été constitués dans chacun des trois pays, dans les trois villes les plus peuplées. Le sondage ciblait les quartiers dits très insécures et les quartiers dit sécurés. Les interviewers étaient des jeunes ayant déjà participé à un tel sondage et qui parlent la langue locale « dominante » du quartier.

Les questions étaient destinées à permettre de cerner « les perceptions de la sécurité » par les enquêtés. En d'autres termes « quelles représentations » les gens se font de la sécurité, quelle réalité renferme-t-elle dans leur vécu et leur imaginaire ?

3 – Résultats

Le LASPAD a identifié **quatre domaines prioritaires** qui recapitulent les réponses recueillies sur les représentations de la sécurité chez les populations trois pays :

- L'insécurité politique
- La vulnérabilité socioéconomique
- La criminalité organisée
- Le terrorisme

Le LAPAD entend incorporer d'autres enjeux de sécurité humaine dans les phases suivantes du projet, notamment :

- La sécurité énergétique et environnementale
- La sécurité sanitaire et alimentaire
- La sécurité foncière et la question des iniquités territoriales
- La sécurité culturelle
- La cybercriminalité
- Etc.

Les parties prenantes identifiées sont :

- Les structures étatiques
- Les FDS, les élus-e-s et les collectivités
- Les organisations internationales et régionales
- Les OSC et les Organisations communautaires de base (OCB)

4- Résultats attendus à terme

Au terme des 3 ans de recherche-action que compte conduire le LASPAD, il s'agit de « mettre en place un outil permettant de saisir et promouvoir de façon objective, mesurable et périodique « ce que disent » les sociétés civiles de la qualité de l'environnement et des interventions sécuritaires ».

La phase exploratoire a permis aussi de mettre au point une cartographie itérative des différents quartiers étudiés de sorte à pouvoir suivre l'évolution des menaces et l'impact des politiques publiques sécuritaires dans le temps. L'ambition du programme est de développer un « baromètre citoyen de sécurité » - à l'instar de « l'Afrobaromètre » - qui s'étende à toute l'Afrique de l'Ouest.

5- l'objet de la rencontre des 13 et 14 Avril 2019

Il s'agissait, pour les organisateurs, que les participants contribuent à l'amélioration du dispositif en construction et comment le rendre fédérateur par rapport aux mécanismes existants d'alerte précoce et de prévention des conflits.

Résumé des échanges

L'esprit de la directive a été plus ou moins respecté et les panels organisés avaient tendance à ouvrir de nouveaux axes de recherche au lieu d'approfondir les domaines priorisés par LASPAD. Il faut dire que le cadrage s'est fait séance tenante, après la présentation de l'étude de base alors que les panelistes avaient déjà bouclé les papiers qu'ils devaient présenter. Mais il convient de souligner la maîtrise du sujet par les deux animateurs principaux, Pr. Mame Penda BA et Pr. Id Yassine.

Au total, on retiendra des échanges un enthousiasme partagé par tous les participants pour les thématiques identifiées. De nouveaux axes ont été évoqués pour approfondir la réflexion comme par exemple la menace que constitue l'altérité, c'est - à -dire les nationaux et les non nationaux, ou encore la sécurité dans les villages (et les récents évènements au Mali et au Burkina nous le rappellent), etc.

Au-delà de ces contributions, les participants ont salué la pertinence de la problématique qui est complémentaire des initiatives déjà en cours. En particulier la construction d'un baromètre citoyen de la sécurité pouvant fournir un « indice citoyen de la sécurité » peut être une donnée à grande valeur décisionnelle. Le suivi évaluation avec la cartographie itérative est une innovation majeure qu'il faut saluer.

Cependant, la phase exploratoire souffre de certaines faiblesses méthodologiques qu'il faut absolument corriger, notamment l'exploitation quasi exclusivement quantitative d'une réalité fondamentalement qualitative, la perception ; la présentation des résultats sous forme de moyennes sans mention des dispersions autour de ces moyennes rend l'analyse statistique peu fiable ; le fait de ne cibler que les villes, etc.

En outre, la démarche n'est pas apparue inclusive par rapport à l'implication des organisations comme le WANEP Guinée - Bissau et le WANEP Gambie.

La participation de l'ASSN a été fortement saluée par les organisateurs qui ont publiquement exprimé le vœu de construire un partenariat avec notre réseau. Les échanges ont été

l'occasion de partager l'expérience de l'ASSN dans le domaine de la gouvernance dans le secteur, notamment par les nombreuses études et recherches sur l'état de la gouvernance du SS dans les pays d'Afrique francophone, sur la nécessité d'une approche intégrée qui prend en compte l'interdépendance des Etats pour une lutte efficace contre l'extrémisme violent et la grande criminalité, etc.

Enfin, une préoccupation majeure du LASPAD est comment intégrer les recommandations qui ressortent des analyses et autres productions des OSC et des citoyens dans les mécanismes d'alerte précoce et de prévention des conflits existants ? Il m'a paru opportun d'encourager le LASPAD à des productions de qualité qui soient diffusées le plus largement possible en s'assurant qu'elles arrivent aux « décideurs ». Il me semble qu'il ne faudrait pas que ces productions soient seulement académiques et destinées uniquement aux revues spécialisées mais qu'elles puissent être accessibles également aux citoyens, comme feedback de leur participation au contrôle de l'action publique sécuritaire.

CONCLUSION

Ce fut une rencontre intéressante d'experts et d'universitaires qui ont créé une bonne atmosphère d'échanges et de contributions. Les organisateurs ont eu une bonne moisson d'inputs pour renforcer leur approche dans le développement du baromètre citoyen de sécurité dont l'appropriation par les populations est une condition de réussite nécessaire. Elle ne sera pas suffisante. La production de données probantes distillées dans des canaux appropriés peut contribuer à convaincre les plus conservateurs qu'une démocratisation de la sécurité est profitable à toutes les parties prenantes du secteur. Il reste que la sensibilité de certaines questions sécuritaires appelle probablement à une approche plus stratégique et plus prudente.

Au terme de ce rapport que j'ai volontairement voulu extensif afin que nous soyons tous au même niveau d'information lorsque le moment sera venu d'enclencher des synergies, je voudrais redire ma gratitude au leadership de l'ASSN pour la confiance.

Dr. Raphael Ouattara